

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

ACTUALITE REGIONALE

Le FMI table sur une croissance du PIB de +3,2% en Afrique subsaharienne en 2021

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié le 26 janvier 2021 ses « [Perspectives de l'économie mondiale](#) », déclinant à l'échelle globale et par région ses prévisions de croissance pour l'année à venir. Ainsi, alors que l'économie mondiale s'est contractée de -3,5% en 2020 selon l'institution, elle devrait progresser de +5,5% en 2021 – des projections revues à la hausse de 0,3 point par rapport aux prévisions d'octobre 2020 car il est attendu que l'activité s'affermisse au cours de l'année grâce aux vaccins. Le FMI souligne que l'élan de croissance au deuxième semestre 2020 a été en moyenne plus fort que prévu dans toutes les régions et que les conditions financières sont globalement favorables à l'échelle mondiale. En Afrique subsaharienne (ASS), si la chute de l'économie a été moins brutale en 2020, à -2,6%, la reprise devrait être modérée, avec un taux de croissance attendu à +3,2% en 2021.

Les IDE vers l'Afrique subsaharienne reculent de -11% en g.a. en 2020 selon la CNUCED

Les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) se sont contractés de 42% à l'échelle mondiale selon [les dernières estimations de la CNUCED publiées le 24 janvier 2021](#), de 1 500 Mds USD en 2019 à 859 Mds USD en 2020. Si la diminution a été particulièrement forte dans les pays développés (-69% en moyenne), le continent africain a lui aussi connu une baisse de ses flux entrants, de 46 Mds USD en 2019 à 38 Mds USD en 2020 (-18%). A titre de comparaison, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont subi une baisse de 37% des IDE entrant (à 101 Mds USD), tandis que les pays en développement asiatiques ont connu un déclin plus faible, de l'ordre de 4% (à 416 Mds USD). La baisse enregistrée par l'Afrique subsaharienne en particulier s'établit à 11%. Le sous-continent a accueilli des flux d'IDE estimés à 28 Mds USD en 2020, dont 2,6 Mds USD destinés au Nigéria et 1,5 Md USD au Sénégal - l'un des seuls pays à avoir connu une hausse de ses flux d'IDE (+39%) en 2020, soutenue par des investissements dans le secteur de l'énergie.

L'accord de partenariat monétaire entre la France et l'UEMOA approuvé au Sénat français

Le Sénat français a adopté avec une large majorité le 28 janvier 2021 [le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la France et les Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine \(UEMOA\) signé en décembre 2019](#). Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a présenté les principales évolutions prévues par la réforme : (i) le changement du nom de la devise : les autorités de l'UEMOA ont indiqué leur souhait de passer du « franc CFA » à l'« ECO ». Si le passage à l'« ECO » fiduciaire ne sera pas immédiat, il s'agit d'un changement symbolique majeur, qui est par ailleurs du seul ressort des Etats de l'UEMOA ; (ii) la suppression de l'obligation de centralisation des réserves de change de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur le compte d'opérations du Trésor français, déjà effective ; (iii) le retrait de la France des instances de gouvernance de la Zone, également mis en œuvre par anticipation. La parité fixe entre l'euro et la devise de l'Union est maintenue, tout comme la garantie de convertibilité assurée par la France, qui sont des paramètres essentiels à la stabilité macroéconomique de l'UEMOA. La Direction générale du Trésor, qui avait négocié l'accord de coopération monétaire avec l'UEMOA de décembre 2019, a depuis négocié et conclu avec la BCEAO les textes d'application de l'accord, et notamment la convention de garantie entre la BCEAO et le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, signée en décembre 2020.

Une nouvelle feuille de route pour l'adoption de la monnaie unique de la CEDEAO

[La 58^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO](#), qui s'est tenue le 23 janvier 2021, a été marquée par plusieurs annonces fortes : (i) constatant l'évolution défavorable des activités économiques au sein de la CEDEAO sous les effets de la pandémie de COVID-19 en 2020 – qui serait marquée par un recul de 1,7% du PIB, après une croissance de 3,9% en 2019 – ainsi que la dégradation de l'état de convergence macroéconomique de ses Etats membres, la CEDEAO a décidé d'exempter les pays du respect des critères de convergence au cours de l'année 2021 et de présenter un nouveau Pacte de convergence et une nouvelle feuille de route pour la mise en œuvre de la monnaie unique lors de la prochaine session ordinaire de la Conférence ; (ii) la CEDEAO a salué l'entrée en vigueur de la

Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) le 1^{er} janvier 2021 et a encouragé ses Etats membres n'ayant pas encore ratifié l'accord (3 pays sur 15) à accélérer le processus de sa ratification ; (iii) la Communauté a fixé à 50 USD maximum la somme à déboursier pour les tests PCR COVID-19, dans le cadre de leurs déplacements dans l'espace communautaire ; (iv) les Etats membres ont adopté une approche d'achat groupé des vaccins anti-COVID et ont lancé un appel à leurs partenaires pour contribuer au Fonds renouvelable pour les vaccins qui sera prochainement créé.

Partenariat entre l'AFD et la Société Générale pour soutenir les PME africaines affectées par la crise

Pour répondre aux besoins des TPE et PME touchées par la crise sanitaire sur le continent africain, l'Etat français a mis à la disposition de [Proparco](#) (filiale de l'Agence française de développement dédiée au secteur privé) une garantie d'Etat de 160 M EUR. [Le partenariat signé avec la Société Générale le 22 janvier 2021 porte sur le déploiement de cette garantie](#), permettant aux entreprises de moins de 200 personnes affectées par la crise de se voir octroyer des prêts de 12 à 48 mois. Les prêts pourront représenter jusqu'à 3 mois du chiffre d'affaires de l'année 2019 et seront garantis à hauteur de 80% par Proparco. Cette offre constitue un outil clé du [volet « Résilience » de l'initiative française Choose Africa dédiée au soutien des start-up, TPE et PME en Afrique](#). Le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Madagascar et le Sénégal seront les premiers pays à en bénéficier.

Garantie de crédits de 15 M USD de la DFC pour les prêts aux PME dans 4 pays ouest-africains

En partenariat avec [le West Africa Trade & Investment Hub financé par l'USAID](#), la Société américaine de financement du développement international (DFC) a signé [une garantie de crédits de 14,8 M USD avec Stichting Cordaid](#) et sa société d'investissement à impact, Cordaid Investment Management, pour soutenir les prêts aux PME au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et en Sierra Leone. En plus de cette garantie, le Trade Hub et la Dutch Postcode Lottery ont octroyé des subventions aux pertes de 2 M USD et 1 M USD respectivement, comme outil d'atténuation des risques. Cordaid prévoit ainsi de prêter 37 M USD à 50 PME et 8 institutions de microfinance d'ici 2025, soutenant 2 100 nouveaux emplois et 8 000 entrepreneurs dans les 4 pays. Pour rappel, la DFC a été lancée par le gouvernement américain en 2019 et coordonne différentes facilités de crédits, de garantie et d'assurance, au bénéfice des entreprises investissant dans les pays en développement. Stichting Cordaid est une organisation internationale d'aide au développement dont le siège est situé aux Pays-Bas.

BENIN

L'UE soutient la lutte contre la COVID-19 et la formation judiciaire

Dans le cadre du plan de riposte du pays contre la pandémie à COVID-19, [la Délégation de l'Union européenne \(DUE\) au Bénin a procédé, le 20 janvier 2021, à la remise d'un chèque de 30,5 Mds FCFA \(46,5 M EUR\) au gouvernement béninois](#), afin de soutenir le pays dans sa gestion sanitaire et socio-économique. Ce financement vient compléter l'appui de 10 M EUR octroyé au Bénin en juin 2020 par l'UE. Par ailleurs, dans le cadre de son soutien à la mise en place de l'École de Formation des Professions Judiciaires (EFPJ), la DUE a procédé, le 28 janvier 2021, au [lancement d'un projet inscrit dans les mesures complémentaires de l'appui budgétaire européen au Bénin](#), relatif à la réhabilitation du siège de l'EFPJ qui sera accompagnée d'un renforcement des compétences du personnel de l'École par Expertise France au cours des 26 prochains mois.

Don de 19 Mds FCFA du Japon pour le démarrage de projets d'infrastructure

[Le gouvernement a procédé, le 26 janvier 2021, à la signature de quatre documents avec le Japon via l'agence japonaise de coopération internationale \(JICA\)](#). Il s'agit de deux échanges de notes et deux accords de don, relatifs au projet de construction de l'échangeur de Védoko (Cotonou) et au projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans les départements du Couffo et du Plateau. Cette signature permet la mise à la disposition d'un montant de plus de 18 Mds FCFA (27,4 M EUR) en faveur du démarrage des travaux de l'échangeur de Védoko et de plus de 668 M FCFA (1 M EUR) pour la réalisation des études de faisabilité du projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans les départements du Couffo et du Plateau.

BURKINA FASO

Un soutien de 38 M EUR de la BEI en faveur de l'énergie solaire et de la protection contre les crues

Les autorités et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont procédé, le 28 janvier 2021, à la [signature \(i\) de l'avenant au contrat de financement de la centrale solaire de Zagtoui et \(ii\) de l'accord de financement](#)

[du projet « Assainissement et drainage de Ouagadougou », pour un montant total de 38 M EUR](#). L'avenant de contrat (23 M EUR) est destiné à renforcer la capacité de production de la centrale solaire de Zagtouli de 33 à 50 MW et fera d'elle la plus grande centrale de l'Afrique de l'Ouest, selon le ministre de l'Énergie, des Mines et des Carrières. Le second projet (39 M EUR, dont 15 M EUR financés sous forme de prêt accordé par la BEI) permettra d'aménager un canal de 5 km de long sur 5 m de large en moyenne qui drainera toutes les eaux pluviales de Tanghin vers l'exutoire du Parc Bangrénéwogo.

Bonne performance du secteur minier en 2020

D'après le ministre de l'Énergie, des Mines et des Carrières, [la production d'or du Burkina Faso est estimée à 60 tonnes en 2020](#), contre 50 tonnes en 2019, soit une hausse de 20%. Les recettes d'exportation auraient atteint près de 2 000 Mds FCFA (3 Mds EUR) en 2020, contre 1 896 Mds FCFA (2,8 Mds EUR) en 2019, représentant 71% des recettes d'exportations totales du pays en 2020. En termes de recettes budgétaires, le secteur a rapporté 320 Mds FCFA (487,8 M EUR) au budget national en 2020 (15% du budget national), contre 276 Mds FCFA (420,75 M EUR) en 2019.

CAP-VERT

Le PIB diminue de 18,2% en g.a. au troisième trimestre 2020

Selon [l'Institut national des statistiques](#), le PIB capverdien a diminué de 18,2% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019. Cette baisse s'explique en grande partie par la forte baisse des exportations (-77,7% en g.a.) et la réduction de la consommation finale (-7,6% en g.a.). À l'inverse, l'investissement a connu une évolution positive de 9,4% en g.a., après -27,2% au trimestre précédent. Du côté de l'offre, la valeur ajoutée brute a diminué de 16,1% en g.a., entraînée par les transports (-40,8% en g.a.), les services aux entreprises (-29,6% en g.a.), le commerce (-25,5% en g.a.), l'hébergement et la restauration (-96,1%). Par ailleurs, selon [le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies \(ONU DAES\)](#), le Cap-Vert aurait enregistré une récession comprise entre 8 et 11% en 2020. Pour 2021, l'ONU DAES prévoit une croissance de 3% du PIB, soutenue par une reprise partielle des exportations, une consommation privée et des investissements plus élevés et une production agricole accrue. L'inflation est restée faible à 0,8% en 2020 et devrait accélérer légèrement à 1,2% en 2021.

CÔTE D'IVOIRE

Lancement d'un cadre de dialogue avec l'UE sur le cacao durable

Les autorités et l'Union européenne en Côte d'Ivoire ont présidé, le 24 janvier 2021, [la réunion de lancement du cadre de dialogue dénommé « Cacao durable »](#). À noter qu'une stratégie nationale dédiée à la filière cacao est en cours d'élaboration et devrait être soutenue par l'« Initiative Team Europe » sur le cacao durable. Cette dernière s'inscrit dans la logique de deux textes de l'UE en préparation (déforestation importée et « due diligence » en matière de droits de l'homme) qui impacteront profondément la filière cacao en Afrique de l'Ouest. Les objectifs portés par l'initiative (lutte contre la déforestation, le travail des enfants et l'amélioration des revenus des producteurs) ont fait l'objet d'un large consensus au-delà de l'UE et de ses États membres. L'UE importe actuellement 67% de la production de cacao ivoirien et souhaite donc accompagner le pays dans une production qui respecte la préservation de la forêt, fournit des revenus décents aux producteurs et empêche le travail des enfants. Pour information, [la production cacaoyère en Côte d'Ivoire est estimée à 2 M tonnes en 2020](#), soit près de 45% de la production mondiale. L'économie du cacao représente environ 14% du PIB, 40% des recettes d'exportation et 12% des recettes fiscales.

La CDC-CI et l'AFD signent un protocole d'accord

[Un protocole d'accord technique et financier a été signé entre l'Agence Française de Développement \(AFD\), Expertise France et la Caisse des Dépôts et Consignation de Côte d'Ivoire \(CDC-CI\) le 27 janvier 2021](#). Cette signature fait suite à [l'annonce faite par l'AFD, en novembre 2020, dans le cadre du sommet Finance en commun, relative à la mobilisation de 3 M EUR](#) pour accompagner la structuration des Caisses des dépôts du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire.

Le Premier Ministre rencontre les Conseillers du commerce extérieur de la France

[La réunion mensuelle du Conseillers du Commerce Extérieur de France \(CCEF\), tenue le 21 janvier 2021, a été marquée par la présence du Premier Ministre ivoirien](#), Hamed Bakayoko, et de plusieurs autres ministres (Transports, Énergie, Commerce et Industrie, Plan) et membres de son cabinet. Les échanges ont porté sur la politique économique du gouvernement ivoirien et sur des thématiques telles que la relance post-COVID, les priorités en matière d'infrastructures, la mobilité urbaine, l'énergie, la fiscalité et le développement des

territoires. Lors de cette rencontre, le Premier Ministre a tenu à rassurer les dirigeants des entreprises françaises et a souligné l'excellence de la relation économique bilatérale entre les deux pays. Il a rappelé les ambitions de la Côte d'Ivoire d'avoir un secteur privé fort, créateur de richesse et d'emploi et le rôle important joué par les entreprises françaises dans le développement du pays. Pour rappel, le CCEF est un réseau qui existe depuis 120 ans et regroupe 4500 chefs d'entreprises et experts du développement à l'international.

GUINEE

Un Fonds d'aide aux PME contribue à la formalisation des entreprises

Pour lutter contre l'impact de la pandémie de COVID-19, le 29 juin 2020, la Guinée a lancé officiellement le [Fonds d'Appui aux Groupements d'Intérêts Economiques et aux Entreprises](#) (FAGIEE). Cette initiative fait partie du [Projet d'appui aux corps de contrôle et à l'administration fiscale en République de Guinée](#) (PACCAF), une initiative de l'Union européenne d'un montant de 3,85 M EUR, mis en œuvre et cofinancé par Expertise France sur la période 2018-2021. [Le FAGIEE permet aux PME d'accéder à de meilleurs financements en étant accompagnées vers une formalisation de leur entreprise, offrant ainsi l'opportunité d'élargir la base fiscale du pays](#). Le taux d'intérêt des prêts octroyés par le FAGIEE s'élève à 5%, tandis que dans l'informel les taux sont de l'ordre de 60% en moyenne. 370 entreprises ont déposé des dossiers au FAGIEE de juillet à novembre 2020. Ces démarches s'ajoutent aux avancées en matière de gouvernance financière réalisées par le PACCAF, à savoir : le déploiement du numéro d'Identification Fiscal permanent (NIFp), le recensement des actifs financiers de l'Etat guinéen, [l'organisation de formations et d'accompagnements aux corps contrôles](#) et l'établissement d'une stratégie de communication visant à renforcer les capacités des agents en charge de la communication publique.

Création d'une société publique pour l'importation de produits pétroliers

En plénière le 28 janvier 2021, [l'Assemblée nationale a autorisé la création d'une société publique qui sera en charge de l'importation du carburant en Guinée à titre exclusif](#). Cette initiative permettra à l'Etat de négocier directement avec les producteurs de carburant dans l'optique d'obtenir de meilleurs prix. Auparavant le droit exclusif de l'importation des produits pétroliers en Guinée était accordé à la Société Guinéenne des Pétroles (SGP), société anonyme. Ce projet de loi transfère donc le monopole à une société publique qui sera créée par décret

LIBERIA

Clôture du programme « Compact » de la MCC, doté de 257 M USD

Le 21 janvier 2021, [le Millennium Challenge Corporation \(MCC\) a annoncé la clôture du programme « Compact » mené au Libéria](#) depuis 2015 et doté de 257 M USD, dans l'objectif d'améliorer l'accès à l'électricité et la qualité des infrastructures routières. Le programme a notamment financé la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Mt Coffee (la plus grande source d'énergie du Libéria) ; il a soutenu la création d'un régulateur indépendant du secteur de l'énergie et a développé un programme de formation pour les techniciens du secteur de l'électricité ; il a aussi permis d'établir un système d'entretien des routes basé sur l'analyse de données. Selon les estimations du MCC, 12% des Libériens sont connectés au réseau électrique au terme du programme, contre 4% au début. Le coût de l'électricité a en outre été réduit de 0,50 USD/kWh à 0,35 USD/kWh. Pour rappel, le MCC est une agence américaine d'aide bilatérale indépendante de l'USAID. Elle accorde des subventions aux pays en développement et les accompagne pour la définition de leurs politiques publiques économiques dans des secteurs déterminés.

MALI

Prorogation pour cinq ans du contrat de concession entre l'Etat malien et EDM-SA

Le 27 janvier 2021, le Conseil des ministres a adopté un projet de [décret prorogeant pour cinq ans le contrat de concession d'une durée de 20 ans, signé le 21 novembre 2000 entre la République du Mali et la société Energie du Mali-SA \(EDM-SA\)](#). Le contrat de concession s'inscrit dans le cadre de la fourniture d'électricité aux populations. Le nouveau décret adopté étend par ailleurs le périmètre de concession à de nouvelles localités en vue d'assurer la continuité du service public de l'électricité et d'accroître le taux d'accès des populations à ce service.

Mesures gouvernementales pour contenir la hausse du prix de l'huile

Selon la direction générale du Commerce, de la consommation et de la concurrence (DGCCC), en vue de contenir l'inflation générée par la baisse de la production locale d'huile alimentaire (qui couvre près de 84%

des besoins du pays) et des importations ivoiriennes, le gouvernement a décidé de [suspendre la TVA sur l'importation et les achats locaux de graines de coton](#). La DGCCC a par ailleurs entamé des discussions avec les opérateurs de la filière blé pour trouver des compensations à l'envolée récente des cours du blé sur le marché international, hausse qui impacte fortement les importations maliennes ce bien.

MAURITANIE

Présentation du bilan du gouvernement en 2020 et perspectives pour 2021

Le Premier ministre s'est prêté à l'exercice [d'un bilan de l'action gouvernementale](#) le 27 janvier devant l'Assemblée nationale. Balayant de nombreux sujets, dont la protection des droits de l'Homme, la politique sécuritaire, la riposte à la COVID-19 ou encore la souveraineté alimentaire, celui-ci a estimé que plusieurs réalisations avaient été accomplies en un temps record et cela en dépit d'un contexte très difficile. Parmi les réalisations annoncées : (i) la création de 20 000 emplois permanents ; (ii) la mobilisation de 27,5 Mds MRU (618 M EUR) en ressources extérieures par les accords de coopération conclus en 2020 ; (iii) la création d'un Conseil supérieur de l'investissement et de l'Agence de Promotion de l'Investissement. Le Premier ministre a également réaffirmé l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre le Programme Prioritaire Elargi annoncé par le Président Ghazouani en septembre 2020.

Adoption du projet de loi portant modification du cadre juridique des PPP

Adopté par le parlement le 21 janvier, [le projet de loi portant modification du dispositif régissant les PPP](#) devrait être promulgué prochainement par le Président Ghazouani. Parmi les modifications : i) une plus grande responsabilisation des autorités contractantes dans l'identification et la mise en œuvre des projets PPP ; ii) la clarification des compétences de l'Autorité de régulation ; iii) l'élargissement du champ d'application de la loi au projet PPP de la Zone Franche de Nouadhibou. Par ailleurs, le 28 janvier, les autorités ont présenté au patronat mauritanien une liste des potentiels projets PPP identifiés et pour lesquels l'Etat recherche des partenaires ; il s'agit entre autres de la route Nouakchott Boutilimit (292 M EUR), la réhabilitation et l'exploitation de dépôts pétroliers (180 M USD) et le projet de construction d'un aéroport (272 M USD).

NIGER

Le MCA-Niger et Sogea-Satom signent un contrat de réhabilitation de 216 km de routes

Dans le cadre du volet route du Compact Niger, [le Millennium Challenge Account du Niger \(MCA-Niger\) a signé avec l'entreprise française SOGEA-SATOM \(groupe Vinci\), le contrat de réhabilitation de la RN35 Margou-Gaya \(179,3 km\) et de la route rurale Guitodo-Sambéra \(36,6 km\)](#). Ces travaux prévus sur une durée de 22 mois et d'un coût global de 20,5 Mds FCFA (31 M EUR), vont permettre de désenclaver certaines zones de la région de Dosso.

Le FID financera le système de contrôle des télécoms en vue d'améliorer la collecte fiscale

La Niger a décidé de se doter d'un système de surveillance et de contrôle des télécoms. [Le Conseil des ministres du 22 janvier a adopté un décret qui prévoit qu'une partie des ressources du Fonds d'Investissement pour le Développement, au titre de l'exercice budgétaire de 2021, serviront au financement de cette infrastructure](#). Pour rappel, [l'entreprise suisse MGI communications a été retenue par le gouvernement nigérien en mars 2020 pour la mise en place de ce système de surveillance](#). Le coût de réalisation de l'infrastructure est estimé à 13,5 Mds FCFA (20,6 M EUR) hors taxes sur une durée de 5 ans. Le système de surveillance et de contrôle des services télécoms permettra au gouvernement d'obtenir des données en temps réel sur le trafic télécoms national et international. Il ne se basera plus uniquement sur les informations fournies par les opérateurs télécoms pour évaluer les revenus fiscaux attendus de leur part. [De janvier à septembre 2020, la direction des impôts du Niger a déclaré avoir perçu globalement 11,5 Mds FCFA \(17,5 M EUR\) des opérateurs télécoms](#).

Le 3^{ème} pont de Niamey bientôt achevé

[L'ouverture à la circulation du 3^{ème} pont de Niamey, dénommé « Pont Général Seyni Kountché » \(dont le coût global est de 50 Mds FCFA, soit 75 M EUR\), est prévue le 15 février 2021](#). La réception de cette infrastructure financée par la Chine, a été reportée pour plusieurs raisons (blocage de commande de ciment, personnel retenu en Chine à cause de la COVID-19 et retard des indemnités des populations impactées). Voies d'accès comprises, ce pont comprendra 3,6 km de route dont 1 km pour le pont lui-même.

Lancement du portail web des services publics du Niger

Le Premier Ministre a procédé au lancement officiel du portail des services publics du Niger (service-public.ne), le 28 Janvier 2021. Financée à hauteur de 700 000 EUR par l'Agence Française de Développement (AFD), la conception de cette plateforme digitale a été pilotée par l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI). A travers la plateforme, les citoyens et entreprises nigériennes ont la possibilité de consulter 80 démarches administratives, de la demande de certificat de nationalité ou de casier judiciaire pour les citoyens à la demande d'exonération fiscale pour les entreprises, par exemple.

SENEGAL

Air Sénégal table sur 500 000 passagers en 2021 et l'ouverture de nouvelles lignes internationales

[La compagnie nationale sénégalaise, qui a bénéficié de 68 M EUR de dotations de l'Etat en 2020, prévoit 500 000 passagers en 2021](#), soit le niveau de 2019, et a annoncé l'ouverture de nouvelles lignes internationales vers Milan (18 février) et Lyon (28 mars), puis sans doute vers Washington ou New-York avant l'automne. En 2020, Air Sénégal a perdu environ 25% de son chiffre d'affaires (75 M EUR en 2019) en raison de la fermeture durant 3 mois du ciel sénégalais et des restrictions en Europe. La crise devrait ainsi coûter de 30 à 40 M EUR à la compagnie, dont les lignes long-courrier n'ont pas encore retrouvé leur niveau antérieur, à commencer par le vol Dakar-Paris, qui affiche cinq liaisons par semaine contre sept avant la crise. La compagnie doit réceptionner un deuxième A321 d'ici mars et a maintenu ses commandes de huit moyen-courriers A220 au prix de 732 M EUR, dont la livraison a été retardée et devrait intervenir fin 2021. La crise a entraîné l'ouverture de nouvelles dessertes régionales non prévues vers Libreville ou encore Douala.

Rencontre avec le secteur privé sur le projet de révision de la Loi sur les PPP

[Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a présidé le 21 janvier 2021, en collaboration avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics \(ARMP\), un webinaire sur les Partenariats Public-Privé \(PPP\).](#)

Au titre des innovations envisagées par le projet de loi, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale, il convient de noter : un cadre juridique simplifié et unifié pour les partenariats public-privé, la généralisation de l'évaluation préalable à tous les projets PPP, un traitement des offres spontanées plus encadré et en ligne avec l'environnement des affaires du Sénégal, et enfin, un renforcement de la promotion du secteur privé national et des dispositifs d'exigences de contenu local et un dispositif de suivi et de contrôle renforcé.

TOGO

23 Mds FCFA décaissés dans le cadre du projet Filets sociaux et services de base (FSSB)

[Lancé en 2018](#) pour assurer aux ménages et aux communautés défavorisées un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques de base et aux filets sociaux, le projet des FSSB prendra fin en 2021. A moins d'un an de son terme, [l'initiative pilotée par l'Agence nationale d'appui au développement à la base \(Anadeb\) a décaissé 23 Mds FCFA au profit des populations de 250 cantons les plus pauvres](#). Environ 7,1 Mds FCFA (10,8 M EUR) ont été payés à 60 419 ménages pauvres ciblés sur tout le territoire, dans le cadre des [transferts monétaires](#). Les cantines scolaires, dont le coût annuel est évalué plus de 2,5 Mds FCFA (3,8 M EUR), ont permis de servir des repas chauds à plus de 92 000 élèves de plus de 300 écoles primaires publiques chaque année en moyenne. Le projet financé par la Banque Mondiale (26,5 Mds FCFA, 40,4 M EUR) soit a également permis de réaliser 133 microprojets sur les 200 prévus.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

Site Internet et compte Twitter [@DGTresor_RCI](https://twitter.com/DGTresor_RCI)

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD – Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption – classement sur 198 pays.